

Accord collectif national

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(EMPLOI)**

(2 octobre 1984)

(Etendu par arrêté du 31 mai 1994,
Journal officiel du 11 juin 1994)

■ *Journal officiel* du 17 octobre 2006

**Arrêté du 15 septembre 2006 portant extension d'un avenant à
l'accord collectif national de travail sur l'emploi dans les exploita-
tions et entreprises agricoles**

NOR : AGRF0601856A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I^{er} du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu le livre IX du code du travail (parties Législative et Réglementaire) ;

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 portant extension de l'accord collectif national de travail du 2 octobre 1984 sur l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles ;

Vu l'avenant n° 3 du 19 janvier 2006 à l'accord susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 14 septembre 2006 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 3 du 19 janvier 2006 à l'accord collectif national de travail du 2 octobre 1984 sur l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et

tous les salariés relevant des branches d'activités représentées par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, la Fédération nationale du bois, l'Union nationale des entrepreneurs du paysage, les entrepreneurs du territoire, l'Union syndicale des rouisseurs, teilleurs de lin de France et la Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 septembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :

Le directeur du travail,
J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/26 en date du 29 juillet 2006, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.